

International

AVEC L'AFRIQUE, UN NOUVEAU MODÈLE DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Pierre Jacquemot

27/10/2025

L'aide publique au développement serait-elle entrée en phase terminale ? Alors que les critiques se multiplient à son encontre – sur son nom, ses concepts, voire, parfois, son imposture –, on assiste depuis deux ans à un reflux inédit de ses financements, en particulier vers l'Afrique. Pour l'ancien diplomate Pierre Jacquemot, cela peut constituer le point de départ d'une reconstruction tant conceptuelle que politique de la coopération internationale et une occasion pour inventer une grammaire nouvelle de la solidarité. Dans ce rapport, il formule en ce sens des propositions innovantes.

Table des matières

Introduction

Le procès de l'aide publique au développement. Dix constats

2025 sera l'année du grand basculement

Tant de promesses non tenues

Le stress de l'endettement

L'Afrique, créancière du reste du monde ?

Le procès sur les méthodes

Le procès en efficacité

Le procès en colonialité

Le détournement d'objet

Un discrédit parfois infondé

Une maïeutique non sans valeur pour l'avenir

Le renouveau de la coopération au développement avec l'Afrique. Dix pistes

Honorer les engagements pris

- S'appuyer sur les forces de changement en Afrique
- Densifier l'appui aux expressions diverses
- Donner une priorité aux actions « localisées »
- Rééquilibrer les relations de pouvoir
- Imaginer de nouvelles sources de financement
- Activer le potentiel des ressources locales
- Moderniser les modalités d'action et les pratiques de gestion financière
- Entre public et privé, partager les risques, réduire l'incertitude
- Briser le moule du discours traditionnel sur l'aide

Conclusion

Introduction

Il existe depuis une dizaine d'années un consensus autour du constat que l'aide publique au développement (APD) est entrée en phase terminale. Cette catégorie de la politique publique suscite tant de critiques, de toutes parts, sur son nom, ses concepts, ses normes, ses montants, son mode de calcul, voire, pour certains, son imposture.

Ces critiques s'accompagnent depuis deux ans d'un reflux inédit des financements de l'APD, en particulier vers l'Afrique. Il affecte brutalement les interventions sur le terrain et menace l'existence de nombreuses organisations et de leurs correspondants sur place.

Pour le continent africain, seules quelques cibles des Objectifs de développement durable (ODD) sont en voie d'être atteintes d'ici à 2030¹. La situation tend vers l'échec du grand projet.

Le modèle de la coopération internationale s'est effondré ; les fissures qui ont conduit à cette situation étaient en gestation depuis longtemps. Et il n'y aura pas de retour en arrière possible².

Mais ce constat confirmé par la chute spectaculaire des apports extérieurs depuis deux ans ne devrait-il pas constituer le point de départ d'une reconstruction tant conceptuelle que politique de la coopération internationale ? Une occasion pour inventer une grammaire nouvelle de la solidarité ? Et plus tôt sera adaptée la réflexion au nouveau contexte, plus le travail du renouveau sera productif et aura d'impacts.

On le sait, les périodes de défis s'accompagnent souvent d'une chance à saisir pour opérer des mutations. Les appels à remettre en cause les héritages coloniaux et une requête renouvelée au développement piloté à l'échelon local ont fait naître ces dernières années de nouvelles réflexions

sur la manière dont l'écosystème de l'APD est structuré et fonctionne et sur les moyens pour construire un nouveau système international.

Pour engager ce renouveau, la meilleure option serait de redonner une légitimité à la coopération internationale en mettant en avant un argumentaire et un discours sur ses raisons d'être politiques, sur ses résultats, sur la redevabilité qui peut lui être associée, sur la co-construction d'un nouveau « narratif » autour de thèmes comme la biodiversité, le climat, la bonne gouvernance, l'accès aux services sociaux ou la mobilisation des ressources locales, afin de créer un consensus élargi sur ses avantages mutuels attendus. Une telle orientation traverse l'engagement de tous les acteurs au-delà du gouvernement et des administrations : parlementaires, associations, fondations, collectivités locales, organisations de solidarité internationale, syndicats, entreprises, chercheurs et cercles de réflexion.

Nous concentrons principalement nos réflexions et nos propositions sur la coopération française à l'Afrique, laquelle dispose d'un important potentiel pour engager le changement. Cependant, nous n'oublions pas qu'elle partage la politique européenne de coopération, celle des diverses institutions des Nations unies, des fonds multilatéraux et des banques de développement.

1. *Rapport sur le développement durable en Afrique*, Programme des Nations unies pour le développement, 2025.
2. Affirmation notamment de Masood Ahmed, *The End of Development Cooperation?*, discours d'ouverture au 2025 ABCDE, Center for Global Development, 22 juillet 2025.